

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 octobre 2021

PLF POUR 2022 - (N° 4482)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° II-1997

présenté par

M. Ruffin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
 M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
 M. Ratenon, Mme Ressiguier, Mme Rubin et Mme Taurine

ARTICLE 20**ÉTAT B****Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

Programmes	+	-	(en euros)
Inclusion sociale et protection des personnes	5 000 000	0	
Handicap et dépendance	0	0	
Égalité entre les femmes et les hommes	0	0	
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	0	5 000 000	
TOTAUX	5 000 000	5 000 000	
SOLDE		0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

« Pendant l'année, normalement, j'ai deux boulots de baby-sitter. Un le matin, à 7 h, il faut que je me lève à 5 h 30, que je prenne le bus à 6 h 20, et je suis chez la personne vers 6 h 50. Je dépose le

petit garçon à l'école à 8 h 30 et ensuite, soit je vais en cours, soit je reviens ici. Et le soir, entre 16 h 45 et 18 h 45, parfois plus tard. Mais pendant le printemps, forcément, ces petits boulot se sont arrêtés. Heureusement, les profs ont très vite mis sur pied une association qui livrait des colis-repas. Ça a sauvé pas mal de monde. »

Un mercredi, dans sa petite chambre du Crous, dans le centre de Lyon, je rencontrais Amanda, étudiante en langues étrangères, anglais et chinois. Elle est la première de sa famille, père, mère, frère, tout compris, à entrer à l'Université. Boursière, presque à l'échelon le plus élevé, 480 € par mois, 300 € restants après loyer et APL.

Amanda n'est malheureusement pas un cas isolé. Cette histoire est commune pour des milliers d'étudiants privés de leurs petits boulot durant le confinement, se retrouvant sans revenus ou presque. 74 % des 18-25 ans ont eu des difficultés financières pendant la crise sanitaire.

Est-ce du passé ? Non. Non, parce qu'ils sont 700 000 jeunes à être arrivés sur un marché de l'emploi à l'agonie. Non, parce que plus d'un jeune sur cinq vit sous le seuil de pauvreté.

Alors, on propose ici une mesure de bon sens, soutenue par de nombreuses associations : étendre le RSA aux moins de 25 ans. Cela permettra d'avoir un premier filet de sécurité. Insuffisant, mais minimum.

Ce RSA accessible aux jeunes est aussi l'opportunité de leur donner une majorité sociale en plus de la majorité démocratique.

Cet amendement d'appel vise à ouvrir 5 millions d'euros d'AE et CP pour l'action 19 « Stratégie interministérielle de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté des Enfants et des Jeunes » du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » gagée par la baisse de 5 millions d'euros de crédits d'AE et CP provenant de l'action 11 « systèmes d'informations » du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales. »

Les règles de recevabilité nous obligent en effet à gager via un transfert de crédits provenant d'un autre programme de la mission. Nous appelons néanmoins le Gouvernement à lever le gage.